

*Privilège*

Quand le premier ministre a-t-il appris la chose? Pourquoi n'a-t-il pas exigé immédiatement la démission du ministre des Finances?

**M. Simmons:** Il était au courant de cette fuite à 14 h 45 hier.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Pourquoi le ministre des Finances a-t-il décidé de dévoiler quand même la teneur du budget alors que le principe du secret budgétaire avait été violé? Pourquoi le premier ministre lui a-t-il permis de procéder de cette façon-là? Pourquoi le premier ministre et le ministre des Finances n'ont-ils pas compris que leurs responsabilités reposent sur la confiance, une tradition qui remonte au tout début de notre régime parlementaire, et que le ministre des Finances devait démissionner pour maintenir cette tradition ou cela leur était-il égal?

Combien y a-t-il eu de documents du genre qui ont circulé ainsi un peu partout?

**Une voix:** Voilà la question.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Qui d'autres étaient au courant, et dans l'intervalle, quel a été le volume des actions qui ont changé main, combien de propriétés immobilières ont été vendues et combien d'autres opérations ont été effectuées parce que le ministère des Finances n'a pas protégé le secret budgétaire? Combien de millions, voire de centaines de millions de dollars ont été réalisés à cause de la diffusion de ces documents?

**M. Clark (Yellowhead):** Pourquoi n'êtes-vous pas venu travailler hier soir, John?

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Combien d'initiés ont profité de cette fuite pour faire de l'argent aux dépens des contribuables canadiens? Combien de rares privilèges ont réussi un coup de Bourse au détriment de leurs concitoyens? Pourquoi le premier ministre et le ministre des Finances ne comprennent-ils pas qu'on a peut-être empoché des centaines de millions de dollars aux frais des contribuables ordinaires? Comment n'ont-ils pas réalisé que, lorsqu'un budget tout entier tombe entre les mains d'un petit nombre, il convient de l'annuler, de remplacer le ministre des Finances et de tout recommencer?

• (1140)

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Ou est-ce pure insouciance ou inconscience de leur part? Le ministre devrait comprendre que les Canadiens qui travaillent fort pour leur argent et qui paient leurs impôts à contre-cœur, mais volontairement, ne sauraient tolérer qu'on exploite le système en laissant sortir un document budgétaire dont ont pu profiter des gens que nous ne connaissons pas, mais dont on entendra sûrement parler.

Comment le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre des Finances (M. Wilson) ne comprennent-ils pas qu'une règle vieille de 727 ans, qu'une pratique qui est au cœur de notre démocratie parlementaire n'a pas seulement pour raison d'être des subtilités constitutionnelles ou des prérogatives que les députés croient avoir, mais l'obligation fiduciaire qui nous incombe de protéger les Canadiens ordinaires.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Il y a donc eu, monsieur le Président, violation des privilèges des représentants du peuple canadien et, ce qui est plus grave encore, des droits de tous les Canadiens. Tous les Canadiens sont en droit de s'attendre à ce que les impôts qu'ils paient soient révélés, contestés, contrôlés et dépensés de façon juste. Si le secret budgétaire ne s'applique pas à tous les Canadiens, le système ne fonctionnera pas.

Si, par suite de la fuite la plus grave de renseignements budgétaires dans l'histoire de la démocratie parlementaire, le ministre des Finances ne remet pas sa démission, ce sera le chaos, car les 11 millions de contribuables perdront confiance dans le système et rechigneront à déclarer volontairement leurs revenus au fisc.

Si le premier ministre ne voit pas pourquoi il devrait obliger le ministre des Finances à démissionner, ou si le ministre des Finances ne comprend pas son rôle de gardien des comptes du pays, et si le premier ministre ne fait pas annuler le budget, cela revient à dire qu'il est correct que certains Canadiens détiennent des renseignements secrets tandis que d'autres n'y ont pas accès. Cela revient à dire que n'importe quand à l'avenir, certains Canadiens pourront à tort récolter un nombre incalculable de millions de dollars de bénéfices tandis que les autres Canadiens paieront la facture.

**M. McDermid:** C'est absurde!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Un député dit que c'est absurde. Il ne comprend pas ce qu'est la démocratie.